



**PRÉFÈTE  
DU LOIRET**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**PRÉFET  
D'EURE-  
ET-LOIR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**ARRÊTÉ INTER-PRÉFECTORAL  
de mise en demeure  
à l'encontre de la SCI CEL V BOISSEAUX (FR),  
exploitant la plate-forme logistique sise sur le territoire des communes  
de BOISSEAUX (45) et NEUVILLE SAINT DENIS (28)**

**La préfète du Loiret  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Le préfet d'Eure-et-Loir  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Sophie BROCAS préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

**Vu** le décret du 13 juillet 2023 nommant M. Hervé JONATHAN préfet d'Eure-et-Loir ;

**Vu** l'arrêté ministériel 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 ateliers de charge d'accumulateurs ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté inter-préfectoral du 14 juin 2019 autorisant la société QUARTUS LOGISTIQUE à exploiter une plate-forme logistique (bâtiment P1P2) sur le territoire des communes de BOISSEAUX (45) et BARMAINVILLE (28) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral 101-2024 du 28 novembre 2024, portant délégation de signature au profit de Mme Agnès BONJEAN, secrétaire générale de la préfecture d'Eure-et-Loir ;

**Vu** l'arrêté du préfet d'Eure-et-Loir du 3 décembre 2024 portant création de la commune nouvelle de Neuville Saint Denis, par fusion des communes de Barmainville, Neuvy-en-Beauce et Rouvray-Saint-Denis.

**Vu** l'arrêté préfectoral du 17 mars 2025 portant délégation de signature à M. Nicolas HONORE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

**Vu** le récépissé de déclaration de transfert d'une autorisation environnementale du 3 octobre 2022 au bénéfice de la SCI CEL V BOISSEAUX (FR) ;

**Vu** le courrier de l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées de la D.R.E.A.L. Centre-Val de Loire du 29 janvier 2025, communiquant à la SCI CEL V BOISSEAUX (FR) son rapport relatif à l'inspection réalisée le 18 décembre 2024 sur son site de BOISSEAUX (45) et BARMAINVILLE (28), conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** les propositions de l'inspection des installations classées du 29 janvier 2025 ;

**Vu** la notification à l'exploitant du projet de mise en demeure susceptible d'être prescrite à son encontre, ainsi que du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** l'absence d'observation formulée par l'exploitant sur le projet de mise en demeure susvisé dans le délai imparti ;

**Considérant** que lors de la visite effectuée le 18 décembre 2024 sur le site exploité par la SCI CEL V BOISSEAUX (FR) sur les communes de BOISSEAUX (45) et BARMAINVILLE (28), l'inspecteur de l'environnement en charge des installations classées de la D.R.E.A.L. Centre-Val de Loire a constaté les faits suivants :

- Toutes les cellules ne disposent pas d'un accès d'une largeur de 1,8 mètres ;
- L'exploitant ne procède pas à des exercices d'évacuation selon la fréquence imposée ;
- Le plan de défense incendie est incomplet ;
- Le plan d'opération interne est incomplet ;
- Certains détecteurs d'hydrogène des ateliers de charge sont hors service et l'interruption des systèmes d'extraction d'air ne coupe pas les opérations de charge en cours ;
- L'analyse du risque foudre et l'étude technique associée n'ont pas été mises à jour à la suite de l'implantation de nouveaux équipements nécessitant une protection ;
- L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la réalisation des mises en conformité identifiées comme nécessaires par le rapport de vérification des installations de protection foudre ;
- L'exploitant n'effectue pas un suivi des agressions par la foudre sur le site ;

**Considérant** que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 7.3.4, 7.14, 7.23 de l'arrêté inter-préfectoral du 14 juin 2019 susvisé, 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé, 4.9 de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 susvisé, et 18, 19 et 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;

**Considérant** que face à ces écarts, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SCI CEL V BOISSEAUX (FR) de remédier aux manquements précités, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Sur** proposition des secrétaires généraux des préfectures du Loiret et d'Eure-et-Loir ;

## **ARRÊTENT**

**Article 1<sup>er</sup>** - La SCI CEL V BOISSEAUX (FR) (siège social : 8 avenue Hoche - 75008 PARIS), exploitant la plate-forme logistique implantée sur le territoire des communes de BOISSEAUX (45) et NEUVILLE SAINT DENIS (28) est mise en demeure :

**1) dans un délai de 2 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- de justifier que l'ensemble des détecteurs d'hydrogène des ateliers de charge sont fonctionnels et que la charge des chariots est asservie au fonctionnement des systèmes d'extraction d'air des ateliers de charge, conformément aux dispositions de l'article 4.9 de l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 susvisé ;
- de mettre en conformité le contenu de son plan de défense incendie, intégré à son plan d'opération interne, conformément aux dispositions de l'article 7.23 de l'arrêté inter-préfectoral du 14 juin 2019 susvisé ;
- de mettre en conformité le contenu de son plan d'opération interne, conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé.

**2) dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- d'aménager des accès aux cellules depuis la voie engin répondant aux caractéristiques prévues par l'article 7.3.4 de l'arrêté inter-préfectoral du 14 juin 2019 susvisé ;
- de mettre à jour l'analyse du risque foudre et l'étude technique associée pour couvrir l'ensemble des équipements nécessitant une protection conformément aux articles 18 et 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;
- de remettre en conformité les dispositifs de protection contre la foudre et d'assurer un suivi des agressions par la foudre sur le site conformément à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

3) dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- d'organiser un exercice d'évacuation, conformément aux dispositions de l'article 7.14 de l'arrêté inter-préfectoral du 14 juin 2019 susvisé.

**Article 2** - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** - Le présent arrêté est notifié à la SCI CEL V BOISSEAU (FR) par voie postale.

En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, cet acte est publié sur le site internet des services de l'État dans les départements du Loiret et d'Eure-et-Loir pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 4** - Les secrétaires généraux des préfectures du Loiret et d'Eure-et-Loir, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ORLÉANS, le - 4 AVR. 2025

Pour la préfète et par délégation  
Le secrétaire général



Nicolas HONORE

Fait à CHARTRES, le - 4 AVR. 2025

Pour le préfet et par délégation  
La secrétaire générale



Agnès BONJEAN

#### Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS CEDEX 1 dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la préfète du Loiret - Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX, ou à M. le préfet d'Eure-et-Loir - Direction de la Citoyenneté, place de la République, CS 80537, 28019 CHARTRES CEDEX ;
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

